Julien COUPAT est incarcéré depuis 191 jours
pour délit d'opinion
... au pays des droits de l'homme !!

Dossier n° 21 21 mai 2009

Pièces jointes

Flyer semaine des droits de l'homme à Béthune du 22 au 30 mai
Affiche fest noz à Béthune le 23 mai
Affiche : conférence débat « dissidences d'ici, dissidence d'ailleurs », 28 mai à Douai
Rendre la décroissance désirable

Documents proposés

Campagne nationale "Agissons pour une Europe sans nucléaire"
eausecours62 : association de défense de l'eau
Procès pour destruction de culture d'OGM
Pour l'inscription des services publics dans la constitution
Le double langage des **députés** européens
L'appel pathétique et passionnant du Président de la CNIL
Il n'y a pas eu de « violences urbaines » à La **Courneuve**
Migrants et bénévoles
Droits de la femme
Julien COUPAT : la chasse à l'homme continue
Appel de l'UGTG (Guadeloupe) au mouvement ouvrier et démocratique international
La haine de l'occident
La nouvelle dépression nécessite une stratégie mondiale de transformation
La politique de l'oxymore
Jackpot pour Johnny Hallyday !
Collectif de défense de l'Escapade d'Hénin Beaumont
Solidarité avec Charles Hoareau !

"Agissons pour une Europe sans nucléaire"

Ensemble, interpellons les candidats aux élections européennes du 7 juin 2009.
Faites connaître cette campagne à vos voisins, amis, collègues de travail... Commandez gratuitement des documents en quantité en cliquant sur le lien suivant : **http://www.ninucleaire-nieffetdeserre.org/spip.php?rubrique42**

eausecours62 : association de défense de l'eau dans le Pas-de-Calais

Association de défense de l'eau comme bien public regroupant Elus Associations Usagers du Pas de Calais
Le thème général est : l'eau est un bien élémentaire, commun et public.
Comment se fait la gestion de l'eau sur les différents territoires du Bassin Minier, du secteur d'Arras, et du département dans son ensemble ?
Pourquoi une gestion privée sur beaucoup de communautés urbaines ou d'agglomérations ?

Qui sommes-nous?
- des citoyens
- des usagers
- des élus
- des associations
- des entreprises
- des collectivités

Que faisons-nous?
- Nous nous informons sur le fonctionnement de la gestion de l'eau potable, de sa distribution et de l'assainissement.
- Nous agissons pour obtenir le retour ou le maintien de la gestion de l'eau et de l'assainissement en régie publique.

Pourquoi le faisons-nous?
- Par conviction : l'eau, patrimoine de l'humanité, est de la responsabilité des collectivités locales depuis la Révolution Française. Elle doit rester un droit et ne peut être gérée selon les règles du marché.
- Parce que nous pensons que le pouvoir de décision nous revient et que nous devons faire entendre notre voix auprès de ceux que nous avons élus.
- Parce que là où l'eau est gérée par une régie publique, elle est moins chère.
- D'une eau libre, saine et potable dépend l'avenir de la planète, de nous tous et de toute forme de vie sur terre.

Nous voulons donc être attentifs aux pollutions et à l'utilisation de l'eau.
L'eau doit rester à l'eau. STOP aux profits des multinationales sur le dos des habitants.
Là où l'eau est gérée par une régie publique, l'eau est moins chère pour les usagers.
Chacun de nous, citoyen et usager, est donc doublement concerné par les choix effectués sur le territoire concernant la gestion de l'eau.
L'information des citoyens est un devoir pour leurs représentants élus.

L'association a pour but :

• d'offrir un cadre permettant à chacun d'agir en tant que citoyen.
• de comprendre le fonctionnement de la gestion de l'eau sur le territoire.
• d'obtenir que la gestion de l'eau ne soit pas privatisée.

Rejoignez l'association.
Pour nous joindre : contact@eausecours62.org
Adresse postale : Centre Social et d'Education Populaire Max-Pol Fouchet, rue JJRousseau 62680 Méricourt
Bulletin d'adhésion sur le site : http://www.eausecours62.org

Procès pour destruction de culture d'OGM

Annette Rimbert et Dominique Plancke sont convoqués avec 32 autres Faucheurs Volon-taires le 3 juin par la Juge d'instruction de Marmande, pour être mis en examen, suite à la destruction d'une culture d'OGM Mon 810 le 2 septembre 2006 à Grézet Cavagnan.
C'est dans la même affaire que Philippe Sauty (de Marcq) a déjà été mis en examen il y a quelques semaines.
Au total plus de 60 personnes devraient donc être convoquées devant le Tribunal de Marmande, qui sera peut être sauvé de la fermeture annoncée par cet afflux de prévenus.
Dominique Plancke multiplie les convocations au tribunal pour fauchage volontaire, au même rythme que d'autres notent leurs rendez-vous à l'aquagym. Il devra répondre d'une destruction, commise en réunion le 2 septembre 2006 (à Sainte-Marthe et Grezet-Cavagnan). Singularité de cette convocation : le juge d'instruction demande au Lillois de visionner une vidéo (disponible sur le site www.latelevisionpaysanne.fr) et « de repérer, le cas échéant, (sa) présence sur la vidéo en indiquant le repère chronologique ». Après le « Planckethon » (collecte qui a servi à payer les amendes du contrevenant), le « Planckemuche » (jeu qui consiste à retrouver la bouille de Dominique Plancke dans une série d'images animées)

Pétition : pour l'inscription des services publics dans la constitution

Il faut plus de 4 millions de signatures
Elle a été initiée par Michel Vauzelle, Président de la Région PACA, Député à l'Assemblée Nationale et ancien Garde des Sceaux
Si la pétition atteint 10 % du corps électoral, le gouvernement sera obligé de procéder à un référendum national (c'est stipulé dans les textes de la Constitution), soit 4, 4 millions de signatures
C'est énorme mais réalisable si tout le monde s'y met !
Cette proposition est loin d'être fantaisiste ou idéaliste.

Cliquez sur : <http://www.referendum-servicespublics.com/charte.html>

Le double langage des députés européens

L'examen détaillé des votes de nos élus au Parlement européen procure bien des surprises. Martine Aubry : Nous, nous le savons, le discours n'est pas le même à Bruxelles et ici ! » Sur tous les grands dossiers de libéralisation, le PPE, le PSE et l'ADLE s'entendent.
Miracle du dédoublement. Ce jeudi 23 avril, Razzy Hammadi se mêle au rassemblement des personnels d'EDF et de GDF-Suez aux abords de l'Assemblée nationale. Le fougueux secrétaire national aux services publics du PS ignore-t-il que ses camarades élus au Parlement européen ont, la veille, entériné une vaste réforme visant à poursuivre la libéralisation des marchés européens de l'énergie ? On ne sait. Et qu'importe !

La suite sur politis

L'appel pathétique et passionnant du Président de la CNIL

Appel au secours d'Alex TÜRK, président de la Commission Nationale Informatique et Libertés

Dans son rapport rendu public, et dans une grande indifférence, la Commission nationale informatique et libertés démontre avec prudence et efficacité à quel point la "grande surveillance" de nos vies achève de se mettre en place alors que cette CNIL se déclare impuissante à réglementer la vidéosurveillance développée à Paris et ailleurs par la ministre de l'Intérieur.
Il y a une quinzaine d'année encore, le rapport annuel de la Commission Nationale Informatique et libertés (CNIL), dans une société moins surveillée et fichée qu'aujourd'hui, faisait les grands titres des médias. Il ne reste plus grand chose de cet engouement : comme si, de la majorité des citoyens à la majorité des journalistes, était venu le temps de la résignation, de l'habitude...
Pourtant, la lecture du rapport d'activité de la CNIL pour 2008, rendu public hier, une fois dépoussiéré de sa langue que l'on qualifiera soit de diplomatique soit de bois, selon son choix, est édifiant. Des fichiers de la police (le STIC) à ceux de la gendarmerie (JUDEX) en passant par les fichiers privés, les 38 pages du rapport racontent comment les citoyens sont surveillés, étiquetés et promis à des interdictions professionnelles.
Dans un encadré intitulé « près de chez nous », la CNIL rappelle à quel point l'information de nos vies devient un risque permanent. Novembre 2007 : des cédéroms contenant les données bancaires de 25 millions de contribuables sont égarés par les services fiscaux britanniques….
Avril 2008, la première banque britannique perd un cédérom contenant des informations sur 370 000 de ses clients…
Août 2008, un ordinateur contenant les données bancaires d'un million de clients britanniques est vendu pour 44 euros sur le site d'enchères eBay…
Dans le même temps, un fichier comportant les noms des 84 000 prisonniers dont ceux de 10 000 personnes « à surveiller en priorité pour leur comportement délictueux prolifique » a été égaré par les autorités britanniques….

En août 2008, la presse allemande révèle qu'il est possible d'acheter sur Internet des fichiers de 6 millions de données confidentielles pour 850 euros…..

Ces failles de sécurité, graves, ont démontré que la protection des données n'était malheureusement pas toujours prise au sérieux par les entreprises et les administrations. Mais elles ont eu pour effet –heureux, si l'on peut dire- de sensibiliser l'opinion et les pouvoirs publics sur la nécessité de renforcer non seulement les moyens des autorités de protection des données mais aussi le cadre juridique existant.

Mais avant les mots prudents du rapport, le sénateur Alex Türk, peu suspect de militer dans les troupes « anacho-gauchistes » dénoncées par la ministre de l'Intérieur, écrit notamment ce que l'on peut interpréter comme un véritable appel au secours même s'il est connu que chacun des mots a été soigneusement pesé :

« *Plus aucun secteur d'activité, plus aucune parcelle de notre vie individuelle et collective, n'échappe désormais au développement et à la pression des technologies nouvelles de l'information. Dès lors, plus aucun aspect de la vie en société n'échappe à la réflexion et à l'action de notre commission. C'est dire combien je mesure le poids de nos responsabilités, mais aussi l'intensité des attentes de nos concitoyens et l'exigence de la demande des pouvoirs publics.*

Comment faire face ? C'est simple : il faut être indépendants, compétents et efficaces !

Nous devons être indépendants. A ce titre, l'année que nous venons de vivre a été, une nouvelle fois, mouvementée puisque nous avons dû faire face à une offensive survenue sous la forme d'un amendement parlementaire remettant en cause gravement notre budget. Mais, en même temps, le Gouvernement nous apportait un soutien sans réserve en repoussant l'essentiel de cet amendement et en nous accordant une augmentation substantielle de notre budget de personnel et de fonctionnement. Quoiqu'il en soit, ma conviction est faite : nous ne pouvons plus continuer ainsi et il est devenu absolument nécessaire de mettre en place une nouvelle formule de budget garantissant notre indépendance (…) Dans ce présent rapport, on trouvera une présentation de ce projet appelé « financement à l'anglaise ». Dans le même esprit, nous avons été amenés, dans le cadre du débat relatif à la création, lors de la révision constitutionnelle de juillet 2008, d'un Défenseur des droits fondamentaux, à exposer les raisons pour lesquelles en aucune manière notre Commission ne pourrait se voir soumise à un pouvoir hiérarchique émanant de celui-ci. Mais il est un moyen à la fois symbolique et concret, sur le plan juridique, de mettre en exergue cette légitimité : il s'agirait dans une éventuelle prochaine révision constitutionnelle, de reconnaître le droit à la Protection des données personnelles, au titre de nos droits fondamentaux, comme l'ont fait, à ce jour, 13 Etats membres de l'Union européenne. Mais ceci est une autre histoire… et un autre combat. »

Plus de commentaires serait inutile…
C.M. Vadrot

Il n'y a pas eu de « violences urbaines » à La Courneuve

Dans la nuit de samedi à dimanche, des policiers transfèrent des suspects gardés à vue pour un examen médical à l'hôpital Jean-Verdier de Bondy. L'un d'eux est connu des services de police pour être l'un des maillons d'un important trafic de drogues. Sur le chemin, deux voitures surgissent, bloquent le fourgon et tirent en rafale en direction des policiers à la kalachnikov. Pour le Parisen de lundi :

« C'est la première fois qu'une telle arme est utilisée dans le cadre de violences urbaines. »
Depuis, politiques et médias n'ont de cesse d'évoquer une « escalade » et un « cap franchi » en matière de violences urbaines. Contrairement à ce qui s'est par exemple passé la semaine dernière à Villiers-le-Bel, il n'y pas eu d'affrontements entre forces de l'ordre et jeunes.
Les policiers eux-mêmes mettent en garde contre ce rapprochement et soulignent que cette attaque s'apparente plus à du grand banditisme qu'à l'une de ces manifestations d'agressivité fréquentes en banlieue que l'on nomme « violences urbaines ».
Thierry Mazet, secrétaire national du syndicat Alliance, souligne que ce guet-apens est très certainement lié aux grands trafiquants de stupéfiants installés en Seine-Saint-Denis :
« Il y a environ 40 cités très touchées par le trafic de drogues dans le département. La Courneuve, notamment. Nous y allons de plus en plus souvent pour y mettre un terme. Donc eux souhaitent nous intimider avec ce type de traquenards. »
Pour Thierry Mazet, cette action spectaculaire ne rend pas compte des rapports entre habitants de banlieues et policiers :
« Il s'agit là de voyous. La grande différence entre hier et aujourd'hui, c'est qu'avant, ils avaient le doigt sur la détente et que maintenant ils appuient dessus. Les armes qui viennent des Balkans, il y en a toujours eu, tout le monde le sait mais là, ils s'en servent… »
Dans un excellent article, Mediapart reconstitue les faits et interroge :
« C'est le genre d'affaires qui peuvent passer en quelques heures du statut de faits divers à celui d'affaire policiaro-politique.
« Tous les ingrédients sont, en apparence, réunis : fusillade, police, drogue, guet-apens, La Courneuve, communiqué du ministère de l'intérieur et syndicats de police sur place.
« En un mot, c'est le triptyque bandes, banlieue, banditisme, sujet à toutes les controverses, à toutes les polémiques, à toutes les récupérations. »

C'est bien parce que cette attaque a eu lieu en banlieue, dans la cité que Nicolas Sarkozy a promis de nettoyer au Kärcher, que ce fait divers donne lieu à un débat national et laisse croire que les petits délinquants des cités détiennent des kalachnikov.
Si l'on exclue les affaires de braquage (les armes lourdes y sont légion), ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'une attaque aussi dramatique touche des policiers.

Rue89

En 2001, à Béziers, un jeune homme avait entraîné la police dans une folle course-poursuite. Après avoir tiré une roquette contre les forces de l'ordre et tué le chef de cabinet du maire avec une kalachnikov, le délinquant a été abattu par la police.
En 2002, Régis Ryckebusch, lieutenant de police a été tué dans le commissariat de Vannes par un forcené armé d'une kalachnikov.

Migrants et bénévoles

Les personnes migrantes en situation irrégulière voient s'accentuer leur précarité en raison de la crise internationale. Certains d'entre nous exercent à leur égard la présence humanitaire élémentaire qui s'impose avec conscience et fidélité. Mais ils se sentent suspectés au motif de cette proximité : contrôles fréquents, mises en garde à vue, rappels à la loi.
Ces acteurs de terrain sont accusés d'agir par passion ou naïveté, voire soupçonnés

de faire le jeu de filières, de passeurs. Nous ne pouvons nous résoudre à ce que ce climat de suspicion démobilise ceux pour qui la solidarité n'est pas un vain mot.
La fraternité à laquelle nous aspirons est bien un principe de notre République, et aussi un guide majeur de la pensée sociale de l'Eglise Catholique.
L'Etat et les collectivités locales ne peuvent assumer à eux seuls de tels engagements envers les populations vulnérables. Ils doivent s'appuyer sur le tissu associatif afin de servir la cohésion et le vivre-ensemble.

Nous sommes alertés et vigilants sur cette atteinte aux initiatives d'actions Solidaires. Nous pensons que cette situation nécessite l'ouverture d'un débat avec nos élus.
Nous demandons une réflexion qui intègre tous les aspects de ce grave problème.
« L'Eglise se sent le devoir d'être proche, comme le bon samaritain, du clandestin et du réfugié, icône contemporaine du voyageur dépouillé, roué de coups et abandonné sur le bord de la route. » (Jean-Paul II – message pour la Journée des migrants et des réfugiés – 15 janvier 1997)

Mgr François GARNIER, *Archevêque de Cambrai*
Mgr Claude SCHOCKERT, *Evêque de Belfort-Montbéliard*
Mgr Michel SANTIER, *Evêque de Créteil*

Droits de la femme

Pour que les femmes se soient plus victimes passives, mais bien actives pour s'en srotir et oser parler de ce qu'elles vivent ou ont vécu, pour que ces bourreaux de mari, petit ami, père, frère et autres soient punis, il faut que la justice bouge, que les pouvoirs politiques bougent.
Cette pétition est destinée à être remise aux pouvoirs politiques de différents pays.
Osons dire non tous ensemble : c'est connu mais personne ne dit rien !
Signez la pétition De petitie ondertekenen
URL de la pétition : http ://www.lapetition.be/en-ligne/contre-la-violence-envers-les-femmes-4327.html

Julien COUPAT : la chasse à l'homme continue

Le Comité marseillais de soutien aux inculpés de Tarnac s'élève contre les arrestations menées à l'aube du 18 mai à Rouen et Forcalquier
Ces arrestations touchent des personnes s'étant manifesté contre l'intoxication médiatique autour de l'affaire de Tarnac et des

sabotages de caténaires SNCF. Les interpellés de Forcalquier venaient de participer, le 8 mai dernier, à une journée de solidarité et de dénonciation des montages policiers de l'antiterrorisme (journée intitulée « Sabotons l'antiterrorisme »).
Le Comité marseillais de soutien aux inculpés de Tarnac dénonce ces opérations de terrorisme policier destiné à nourrir un dossier vide et par là-même justifier le maintien en détention de Julien Coupat, incarcéré depuis maintenant plus de six mois.

Comme avec l'inculpation de soutiens aux sans-papiers, c'est la solidarité qui devient un délit. Le ministère de l'Intérieur ne pousse-t-il pas à la faute ceux qu'il désigne comme son « ennemi intérieur » ? Histoire de disposer d'un épouvantail en temps de crise et de mécontentement social croissant ?
En ces temps troublés, une pensée de travers ou un clin d'œil complice peut valoir une garde à vue de 96 heures. Ceux et celles qui n'ont pas envie de se planquer sous leur sofa en attendant que l'orage passe doivent se serrer les coudes et se montrer au grand jour.
Nous exigeons (pour commencer) :
1. La libération immédiate des interpellés de Forcalquier et de Rouen.
2. La cessation des poursuites fumeuses contre ceux de Tarnac.
3. La fin du terrorisme d'État.

Comité marseillais de soutien aux inculpés de Tarnac.

Je suis un ami de Julien Coupat

Aujourd'hui, trois personnes ont été arrêtées simplement parce qu'elles connaissaient Julien Coupat, qui est en prison depuis novembre 2008, sans qu'aucune preuve n'existe contre lui. Fin avril, déjà, une femme avait été interpellée pour le même « chef d'accusation » (elle n'était même pas soupçonnée d'avoir participé aux « opérations terroristes » dont est soupçonné Coupat, qui sont, rappelons-le, le sabotage de caténers de voies de chemin de fer, ayant entrainé un certain nombre de retards pour la SNCF), avant d'être libérée sans qu'aucune charge ne soit retenue contre elle. De même, également aujourd'hui, quatre membres d'un comité de soutien aux accusés de Tarmac ont été interpellés pour cette seule raison, le chef de la DCRI, la police politique française, ayant *estimé* que ce comité, le Comite de Sabotage de l'Antiterrorisme, « représentait une menace ».

En conséquence, **je déclare être un ami de Julien Coupat**.
Messieurs de la DCRI, je m'engage à vous révéler mon nom et l'endroit où vous pourrez m'interpeller sur simple mail. Quoique j'imagine que ça ne soit pas trop difficile à trouver, surtout pour vous, dont le métier est de surveiller (comprendre : espionner) la population française. Pour son propre bien, bien entendu !
J'encourage tout le monde à faire la même déclaration, en étant bien conscient qu'en 2009, il est bien possible qu'on nous prenne au mot, et qu'on se retrouve tous derrière les barreaux. Eh oui, on en est là !

Rendez-vous au goulag…

Appel de l'UGTG au mouvement ouvrier et démocratique international

Chers camarades, chers amis,
Encore une fois l'Etat français, avec la complicité des principaux élus de Guadeloupe, utilise son appareil répressif

contre la jeunesse, contre les travailleurs, contre le peuple de Guadeloupe.

N'arrivant pas à faire reculer le mouvement en cours depuis 5 mois contre les pwofitasyon, à l'appel des organisations de Guadeloupe, singulièrement des organisations syndicales, l'Etat français a décidé d'actionner son appareil de répression judiciaire. Rappelons que ce mouvement a déjà permis la signature de l'Accord interprofessionnel, Accord Bino du 26 février 09, de 200 euros d'augmentation des bas salaires, la signature d'un Protocole d'accord le 4 mars 09 suspendant ainsi la grève générale qui avait commencé le 20 janvier 09.

Ainsi assistons-nous à une cascade d'enquêtes judiciaires et de procès

Le 8 mars ouverture d'une enquête judiciaire contre Elie DOMOTA, secrétaire général de notre syndicat et porte-parole de LKP ;

Le 15 mai : procès des jeunes de Gourbeyre ;

Le 19 mai : Pour avoir dénoncé les écoutes illégales dont ils étaient victimes, Maîtres Sarah ARISTIDE et Patrice TACITA sont convoqués au tribunal de Pointe- à Pitre par un juge du tribunal de grande instance de Paris ; le procureur général de la cour de Basse-Terre ayant demandé le dessaisissement de l'affaire par le juge d'instruction du tribunal de Pointe à Pitre ;

Le 20 mai : Convocation devant la chambre de l'instruction de **Michel MADASSAMY et de Gabriel BOURGUINON**, dirigeants de l'UGTG ; a noter que maîtres **S. Aristide** et **P. Tacita** sont leurs avocats ;

Le 26 mai : procès de **Raymond GAUTHEROT**, ancien secrétaire général de l'UGTG ; condamné en première instance à trois mois de prison ferme.

Le 29 mai : procès de **Jocelyn LEBORGNE**, membre du Conseil syndical de l'UGTG ; Le 4 juin 2009 : Procès du camarade Max Delourneau, pour sa participation aux mobilisations du LKP.

Le 9 juin 2009 : Procès du camarade **Christophe THEOPHILE**, membre du Conseil syndical de l'UGTG.

Pourquoi ce plan de répression contre les travailleurs, la jeunesse, le peuple de Guadeloupe ?

Parce que les travailleurs avec leurs syndicats ne capitulent pas devant les coups qui leur sont assénés de toutes parts : grèves et manifestation massive des salariés grévistes pour faire appliquer l'Accord Bino intégral, refus de l'amputation par le gouvernement, mobilisations contre les menaces et chantages aux licenciements ;

Parce que le 1er mai 09 il y avait plus de 30 000 manifestants à Petit Canal ;

Parce que le LKP continue d'obtenir satisfaction dans les négociations sur la plate-forme de 146 points qui se poursuivent avec le soutien massif de la population. C'est par milliers que les jeunes, les chômeurs, les travailleurs, les retraités, participent aux meetings dans les communes à l'appel de LKP.

Chers camarades, Chers amis,

C'est grâce à la détermination des travailleurs et du peuple de Guadeloupe, par la grève générale de 44 jours, par la mobilisation de la population, jusqu'à 100 000 manifestants, que nous avons pu obtenir satisfaction sur les revendications négociées, **c'est aussi grâce à votre solidarité.**

Au nom du droit des travailleurs et du peuple de Guadeloupe à se battre pour leurs légitimes revendications et barrer la voie à la répression, nous faisons à nouveau appel à la solidarité internationale.

Le secrétaire général, Elie Domota

La haine de l'occident

Jean Ziegler, Ed. Albin Michel, 20 €

Après *Les Nouveaux Maîtres du Monde* en 2002 (portraits des nouvelles têtes du capitalisme mondial) et *L' Empire de la honte* en 2006 (qui dénonçait la domination des grandes sociétés transcontinentales sur les pays du sud à travers la dette de la faim), Jean Ziegler, ex rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation, aujourd'hui membre du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, s'interroge dans ce nouvel essai sur la haine tenace et sans cesse renouvelée – réalimentée pourrait-on dire – que suscite l'Occident au reste du monde.

Et d'abord ce constat aussi éclairant que violent : 13% de la population mondiale, principalement blanche et que l'on regroupera sous l'appellation d'occidentale, impose aujourd'hui encore, et ce depuis 500 ans, son système économique et son modèle politique au reste de la planète.

Et comment l'expliquer autrement que par ce que Ziegler appelle « la filiation abominable », c'est-à-dire le « produit des systèmes d'oppression antérieurs, notamment la traite et de l'exploitation coloniale ». Nous vivons actuellement dans un monde tout entier façonné en des temps assassins, nous l'acceptons avec un mélange savant et bienvenu d'ignorance et de morgue, et il faudrait encore que nous nous étonnions que près de 90% de la population mondiale trouve à y redire.

La haine de l'occident est un livre passionnant qui dit, sans jamais caricaturer les positions des uns et des autres, l'évidente maldonne sur laquelle repose aujourd'hui, et de façon très précaire, l'équilibre géopolitique de notre planète. Sans ne jamais se poser en donneur de leçons, reconnaissant volontiers la complexité de l'imbroglio planétaire dans lequel nous nous trouvons, mais ne croyant jamais tout à fait en la bonne foi du vainqueur, Ziegler dresse le portrait d'hommes et de femmes, de peuples entiers, humiliés, en situation de « méfiance viscérale » à l'égard d'un Occident pratiquant en permanence – et quasiment sans s'en rendre compte – un double langage à leur encontre, que ce soit en matière de désarmement, de droits de l'homme, de non-prolifération nucléaire ou de justice sociale planétaire.

Mettons-nous deux secondes à leur place.

François Reynaud

La nouvelle dépression nécessite une stratégie mondiale de transformation

Les termes de récession et de crise ne suffisent plus. Ils sont évidemment exacts, mais sont devenus insuffisants pour caractériser la situation mondiale : la profondeur et la durée du recul général de l'activité économique et de l'emploi obligent à dépasser ces termes passe-partout que les professionnels de l'optimisme ont eu pourtant, par aveuglement ou par devoir, tellement de mal à accepter, il y a à peine quelques trimestres. A vrai dire, il suffit de lire les 320 pages du dernier rapport du FMI d'avril dernier, au demeurant d'un niveau d'intelligence et de documentation remarquables, pour se persuader que personne ne connaît rien de la suite des évènements, au-delà des prochains 18 mois, qui seront au moins aussi mauvais qu'annoncés : la rapidité de la contraction ; la concrétisation du risque de déflation des prix et des salaires ; la durée de la chute actuelle et son ampleur finale ; et encore plus, le retour à une

complètement hypothétique reprise durable de l'activité. Tout au plus, deux évidences s'imposent à tous :

- d'abord, quand une crise est non seulement économique, mais aussi financière, il est beaucoup plus difficile et long pour en sortir ;
- ensuite, quand une contraction survient simultanément dans l'ensemble du monde, on ne peut évidemment pas en sortir par la reprise des autres pays et, à nouveau, ceci rend toute reprise plus difficile et plus lente que si les évolutions entre continents et entre nations sont simplement décalées dans le temps, comme c'est le cas, lors de la plupart des ralentissements cycliques.

Pour faire image, on sait ainsi que nous ne connaîtrons pas une reprise en V (rebond aussi fort que la chute), mais au mieux en U (reprise lente et progressive) ; si nous avons provisoirement des éléments de reprise en W (reprise provisoire suivie d'une rechute), cela ne fera sans doute que masquer provisoirement un processus plus long en L, où toute reprise durable est renvoyée à l'avenir, aujourd'hui imprédictible, de la mise en œuvre d'un nouveau paradigme et d'un nouveau système.

En réalité, on ne dispose d'aucun élément sérieux de prévision économique au-delà des deux ou trois prochains trimestres (qui seront plutôt pires qu'annoncés, comme ils l'ont toujours été depuis deux ans), pour la simple raison que tous les modèles existants sont construits pour simuler des chocs de petite ampleur, qui sont supposés se résorber par des oscillations amorties : or, nous sommes en présence de chocs de grande ampleur qui révèlent des non-linéarités, qui ne peuvent être modélisés au-delà des prochains trimestres. Autant demander à un météorologue quel temps il fera dans 15 jours ou dans un mois, il vous répondra qu'il lui est évidemment impossible de le prédire. Les économistes n'ont pas la même modestie intellectuelle, sans parler du devoir (?) d'espérer que leurs prévisions optimistes seront auto-réalisatrices, ce qui dans les circonstances actuelles ne peut qu'achever de discréditer grand nombre d'entre eux. La seule certitude présente est que nous sommes d'ores et déjà entrés dans une *dépression mondiale* dont la gravité ne pourra être finalement comparée qu'à celle des années 1930.

Certains économistes américains commencent d'ailleurs à se préoccuper de définir ce qu'est une dépression. Mais conformément à leur culture dominante, ils se préoccupent surtout de la dimension quantitative de celle-ci : ainsi, certains proposent d'appeler dépression un recul d'activité qui durerait au moins dix ans. Ceci aurait pour avantage de désigner la situation actuelle comme telle… avant 10 ans, retirant évidemment tout caractère opératoire à cette notion. Pour nous, la dimension qualitative est la plus importante et, nous proposons de considérer qu'*une société est en dépression, quand la grande majorité de ses acteurs ne croient plus que celle-ci pourra reprendre le cours de son développement, selon le paradigme et les modalités précédents, sans qu'une alternative crédible à ceux-ci se dégage encore* [1].

Sans doute, il existe deux ou trois éléments importants qui permettent d'espérer une issue moins tragique qu'entre les deux guerres mondiales : avant toute chose, la connaissance historique, savante et populaire, qui permettent d'éviter bien des circonstances aggravantes : ainsi, la nécessité de stimuler la demande plutôt que de l'étrangler, à travers les politiques monétaires et budgétaires, est admise par les plus dogmatiques « libéraux », partisans d'une économie de l'offre ; ou encore, le diagnostic très largement partagé de la responsabilité du système bancaire et financier dans le déclenchement, la propagation et l'aggravation de la crise ; ou, bien sûr, la nécessité d'une coopération entre Etats, plutôt que des rivalités, ou pire des confrontations entre eux. L'ensemble de ces prises de conscience a permis d'éviter la répétition de 1929 et du début des années 1930, et c'est pourquoi la chute de l'activité est moins violente qu'alors : mais le fait d'éviter ces circonstances

aggravantes ne garantit pas pour autant que la profondeur de cette nouvelle dépression soit finalement moins vertigineuse qu'alors. Et ceux qui préfèrent encore parler de crise doivent bien admettre que celle-ci n'est pas simplement cyclique (comme on en connaît habituellement tous les 5-10 ans dans toute économie capitaliste), mais « systémique » (du type plutôt séculaire et dont on ne sort que par l'invention d'un nouveau système).

Nous sommes donc en présence de la crise annoncée du système en place, celui de la mondialisation libérale, conduite depuis des décennies par l'impérialisme américain [2]. Or, ce système n'est évidemment plus celui des années 1920, malgré quelques traits de ressemblances, comme la dérégulation folle de l'accumulation financière ou les tensions entre impérialismes déclinants (hier le Royaume Uni et la Allemagne, aujourd'hui les Allemagne) et émergeants (hier l'Allemagne et le Japon, aujourd'hui la Chine). Car, à côté de certains traits relativement rassurants ou de type semblable, que nous venons de rappeler, il en est certains qui sont encore plus redoutables qu'alors : il suffit de citer l'ensemble des défis environnementaux (climat, diversité biologique, etc.), qui nécessitent l'invention d'un nouveau mode de production, de communication et de consommation, autrement dit un véritable *Big Bang,* dès la conférence de Copenhague de décembre prochain ; ou, encore les risques abominables de la prolifération nucléaire ou du terrorisme biologique. Et, puisque le système qu'il s'agit de dépasser n'est finalement plus, à bien des égards, celui de l'entre deux guerres, il est vain de prétendre en poursuivre utilement la comparaison, sauf à se convaincre qu'il faut, non seulement éviter 1939, mais aussi mieux réussir qu'en 1944-45, ce qui montre l'ampleur des transformations [3] à mettre en œuvre.

Il est, par contre indispensable, pour conjurer cette nouvelle dépression, de bien comprendre quelle est la nature profonde de l'échec de la période précédente. Or, pour s'en tenir à l'actualité économique et sociale, le plus frappant dans la formidable profusion d'écrits légitimement provoqués par l'aggravation continue de la situation, est *qu'une véritable césure se fait jour progressivement , quant aux causes essentielles de la rupture survenue depuis deux ans* : d'un côté, ceux qui se focalisent sur les causes financières de la crise ; de l'autre, ceux qui en perçoivent le caractère multidimensionnel, en particulier les dimensions sociales, écologiques, démocratiques, culturelles et géopolitiques…

Derrière les vices de la finance, le caractère non soutenable d'une économie d'endettement :

Bientôt tout aura été dit sur les perversités du système financier en perdition, y compris par ses anciens zélateurs et profiteurs, même si faisant mine de brûler ce qu'ils ont hier adorés, certains ne pensent qu'à perpétuer leurs gains pharamineux par d'autres voies ou, un peu plus tard, par les voies anciennes : après tout, quelques grands scandales récents ne sont que des mauvais *remakes* de bien vieilles escroqueries, datant d'un ou plusieurs siècles, et il suffirait pour les renouveler, d'attendre que le traumatisme s'efface. D'autres plus lucides se disent qu'il faut amender le système de la façon la plus spectaculaire qui soit (voire la belle mise en scène du dernier G20 !), pallier effectivement les plus évidentes défaillances de marché, faire semblant pour d'autres (les « paradis fiscaux » mystérieusement disparus depuis le mois dernier, les *hedge funds* littéralement caressés par les propositions de la commission Barroso, etc.) et la confiance revenant – car celle-ci serait un phénomène purement cyclique, dénué de tout effet d'apprentissage collectif -, il suffirait de miser sur la même crédulité des mêmes gogos -, la fameuse reprise serait de retour, quitte à déplorer quelques victimes collatérales dans la gente financière, mais rien de comparable à celle rencontrée par les éternels exclus du tiers monde ou des travailleurs des pays les plus « avancés » (on ne dit généralement pas dans quoi), frappés par

un phénomène de paupérisation absolue, inconnu depuis trois quarts de siècle.
Or, la complaisance avec laquelle tous les commentateurs étale aujourd'hui les turpitudes de la finance internationale devient telle que ceux qui dénonçaient de longue date les prédateurs financiers quand il était de mode de les encenser, ne doit pas empêcher de les ramener à leur juste place, qui est assez condamnable pour ne leur infliger une « double peine », en en faisant les boucs émissaires d'une crise dont les causes sont en réalité bien plus profondes. Car*, la panne actuelle de l'activité mondiale est moins celle de l'offre de crédit, qui légitimerait les montagnes de milliards que l'on octroie précisément à ceux que l'on accuse…, mais la demande de crédit* ! Au-delà des besoins évidents de trésorerie des ménages et des très petites entreprises, ceux-ci n'ont, dans leur très grande majorité, aucune intention d'investir au-delà du strict nécessaire, quand l'horizon est aussi bouché. Tout au plus, quelques charognards (mais c'était, paraît-il, le propre d'*homo sapiens* à ses origines) font quelques rallyes, au détriment des agonisants de la spéculation précédente, c'est ainsi que les marchés financiers connaissent des oscillations permanentes de « reprise technique » et de « prises de bénéfices » sur un fond permanent de dépression.

Mais si on veut espérer un redressement durable de l'activité, il faut commencer par se demander pourquoi l'ensemble du système financier mondial, tous acteurs confondus, a pu prêter de façon si longtemps de manière si excessive.
L'économie d'endettement est le corollaire d'une mondialisation sans règle.
La raison simple de cette systématisation d'une économie d'endettement depuis trente ans est tout simplement que la grande masse des personnes et des entreprises qui voulaient dépenser (et qu'une publicité outrancière poussait à dépenser) n'avait pas les revenus suffisants pour le faire, sans recourir au crédit ! Depuis 15 ou 30 ans, suivant les références choisies, la productivité n'a cessé de croître, voire de s'accélérer, à travers l'extension des nouvelles technologies de l'information et de la communication (« la nouvelle économie » qui nous promettait, il y a moins de 10 ans, un monde désormais sans crise) ; dans le même temps, les salaires réels ont stagné ! *Partout dans le monde, la part des salaires s'est réduite au détriment des profits*, jusqu'à 10% de la valeur ajoutée du pays ; encore comptabilise t'on parmi les premiers, les salaires des grands dirigeants qui ont monté en flèche ! Aux formidables différences de niveau de vie entre pays riches et pays pauvres se sont ainsi désormais ajoutés les différences croissantes de revenus et surtout de patrimoines au sein de chaque pays.

Ce formidable développement des inégalités, nous a ramené, en une vingtaine d'années, au nom des « réformes », qui étaient stricto sensu autant de contre-réformes (retour sur les acquis sociaux de la période antérieure), à la situation d'avant la première guerre mondiale, effaçant donc l'essentiel des conquêtes sociales arrachées par le monde du travail après chacune des deux guerres mondiales. Le mécanisme inexorable, mais insidieux, de cette régression est simple : le partage de la valeur ajoutée est toujours le résultat d'in pouvoir de marchandage ou rapport de force entre les représentants du travail et ceux du capital sous toutes ses formes (financier, mais aussi culturel et relationnel, pour tenir compte des analyses de Bourdieu). Dans une économie ouverte, les premiers sont très majoritairement confinés dans leur pays d'origine, alors que les seconds peuvent toujours trouver un territoire plus attractif en termes de rémunération, se laissant tenter par toutes les formes de dumping, de devises, de revenus, d'impôts, d'environnement, etc. Dès lors, la partie est nécessairement inégale au détriment des « facteurs immobiles » et à l'avantage des « facteurs mobiles ». Pour ces derniers, le taux croissant d'exploitation (car se développe alors une situation « néo-marxienne », qui bipolarise de plus en plus nos sociétés sur un schéma qui rappelle le 19ème siècle [4]) ne comporte qu'une difficulté, mais elle est incontournable : *trouver des*

débouchés pour la production supplémentaire issue des gains de productivité. Pendant longtemps, le recours à l'endettement a ainsi constitué un report continuel de cette contradiction majeure de tout capitalisme livré à ses propres démons : le système financier a alors commencé à prêter largement aux plus solvables, ce qui s'est fait sans trop de difficultés. Mais, bientôt cela n'a plus suffi : les besoins d'une clientèle nouvelle (quitte à ne pas satisfaire les besoins primordiaux de ceux-ci) ont, esprit de lucre aidant, conduit à forcer l'endettement de ménages de plus en plus modestes, jusqu'à ceux qui manifestement ne pouvaient pas avec leurs salaires de misère devenir propriétaires de leurs logements. Le seul fait qu'aujourd'hui les pouvoirs publics prétendent, dans de nombreux pays, réglementer (deux ans après l'éclatement de la crise des *subprimes*) le crédit à la consommation sonne comme aveu de la complicité antérieure entre les financiers et l'ensemble du patronat, qui n'a cessé de pratiquer depuis 30 ans l'austérité salariale.

Ainsi, la cause première du développement inconsidéré de cette économie d'endettement, qui a entraîné le monde dans cette nouvelle dépression, est évidemment la mondialisation sans règle, qui s'est progressivement mise en place à partir des années 1970, sous l'impulsion de l'administration américaine, d'abord sous Nixon et Kissinger pour détruire le système de Bretton Woods, ensuite avec Volker, patron de la Fed, pour imposer le monétarisme (la primauté de la lutte contre l'inflation au détriment de l'emploi, sous la présidence démocrate de Carter), les deux fois, on le remarquera, quelques mois avant les chocs pétroliers de 1973 et 1979. Il est à peine besoin de rappeler que le reste du monde, à commencer par les pays européens et les instances communautaires, se sont à chaque fois alignés sans faire de résistance, allant parfois jusqu'à surenchérir sur la volonté américaine.

Mais désormais la boucle est bouclée : on peut crier haro sur le baudet de la finance, qui certes le mérite bien, le capitalisme mondialisé ou, plus précisément l'impérialisme américain hégémonique se trouve face à lui-même : certes, il lui faut réparer la finance, en essayant d'en faire payer la terrible facture à la masse des citoyens. Mais cette condition nécessaire énoncée au G20 de Londres ou dans le dernier rapport du FMI, qui y fait écho, ne constituera pas la condition suffisante, à supposer même qu'on l'applique sérieusement, ce qui est loin d'être acquis : à supposer que la production mondiale redémarre (pour le moment, on se demande bien pourquoi), quelle demande solvable permettrait de l'absorber ? C'est à cette question que doivent être capables de répondre l'ensemble des forces progressistes, syndicales et mouvementistes, du monde entier, tant il est vrai qu'au niveau global l'anticipation d'une demande solvable précède évidemment l'offre.

Quelle stratégie de sortie de crise par le haut?

D'innombrables contributions, personnelles ou collectives, fusent à travers le monde. Mais l'heure n'est plus au lancement d'un concours d'idées sur les meilleures recettes pour une sorite de crise « par le haut » : il y a déjà bien longtemps qu'à travers le monde beaucoup de militants et d'intellectuels avaient anticipé la catastrophe en cours, et avancé d'hypothétiques solutions ; depuis près de deux ans et le déclenchement de la crise des *subprimes*, les réunions et autres échanges se sont légitimement multipliés et, malgré toutes les contradictions, ont suscité les esquisses de dépassement et de synthèse nécessaires, tant il est évident que les meilleures idées ne s'imposeront pas si des rapports de force ne sont pas rapidement établis à l'échelle mondiale, ce qui suppose que chacun sache renoncer, au moins provisoirement, à ses idées particulières, pour faire les compromis nécessaires à la mise en place d'une véritable stratégie alternative, à l'échelle de la planète.

En ce mois de mai 2009, cinq textes peuvent et doivent servir de référence :

- trois ont pour immense avantage d'émaner d'instances mondialement reconnues, avec l'inconvénient corollaire, qui les a parfois contraint a des concessions nécessaires pour être validés : il s'agit du rapport Stiglitz, commandé par le président de l'AG des Nations Unies ; du rapport de l'OIT, qui préconise un « plan mondial pour l'emploi » et du dernier rapport de la CNUCED.
- Deux émanent des principales forces militantes qui peuvent contribuer à imposer un nouveau paradigme : ils ont pour eux la force de la conviction et la faiblesse corrélative de ne pas embrayer directement sur les instances officielles de décision : il s'agit d'une part des conclusions du rapport du Forum Social Mondial de Belém, développé depuis lors par les économistes des mouvements ATTAC et d'autre part du rapport intersyndical, rendu public à la veille du G 20 de Londres par la Confédération Internationale des Syndicats

Il faut souligner que dans les deux types de textes, les préoccupations sociales, altermondialistes, démocratiques et écologiques sont les mêmes, quoique dans des proportions évidemment bien différentes, suivant la vocation première de chacune des institutions rédactrices. Le moment est donc crucial pour que les deux grandes forces militantes convergent, afin que les institutions officielles, relevant toutes les trois du système général des Nations Unies finalisent, si possible en commun, leurs propositions, dès la session extraordinaire du début juin, puis imposent leurs solutions au mois de septembre, afin que le G 20, qui se réunira immédiatement après, et confronté à l'absence d'efficacité des promesses de Londres, soit dans l'obligation d'en retenir une première série de propositions, en attendant que la suite des évènements les conduisent à aller plus loin.

Vision optimiste ? Mais qui ne comprend que de nouveaux rapports sociaux, qu'un autre monde ne sont possible que si les préoccupations de toutes les forces militantes s'agrègent le plus vite possible ?

Syndicalistes et altermondialistes, unissez vous !

Domi Taddei

[1] Une telle définition, qui rappelle celle qu'Antonio Gramsci donnait de la crise, avant que ce terme soit rendu ambigu par ses interprétations cycliques, évite de s'enfermer dans la seule dimension économique, alors que, dans ses causes, son déroulement et ses effets, on est évidemment en présence d'un phénomène multidimensionnel. On pourrait parler d'une approche psychosociologique, d'inspiration post-keynésienne, en considérant que les *animal spirits*, chers à Joan Robinson, ont connu une mutation irréversible !

[2] Cf. notre contribution précédente « après le G20 de Londres »

[3] L'expression a le mérite de ne pas s'enfermer dans la vieille opposition, si souvent stérile, entre réforme et révolution, si galvaudée l'une et l'autre.

[4] Le véritable archaïsme n'est pas celui de ceux qui en retrouvent les accents, mais de ceux des dirigeants et des capitalistes, qui en ont réactualisé les paroles !

http://dutron.wordpress.com/2009/05/13/pour-sortir-de-la-depression-solvabiliser-les-besoins-fondamentaux-par-domi-taddei/

La politique de l'oxymore

Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde

Bertrand MEHEUST, Editions la découverte ; 12 €

Encore un décroissant me direz-vous… Eh oui, ce philosophe se situe dans ce courant des objecteurs de croissance. Le titre a l'air rébarbatif, mais il se lit aisément. Il est surtout décapant pour décoder les propos des nouveaux capitalistes verts.

Vous en voulez des oxymores ? De celles qui sont dans la bouche des média, des nouveaux penseurs du "green deal" et du pouvoir institutionnel ?

Agriculture raisonnée ? C'est touchant
Développement durable ? C'est entré dans nos crânes
Marché civilisationnel ? Jouissif
Moralisation du capitalisme ? Féérique
Flexisécurité ? Envoûtant

Il y a dans ce livre donc une part de décodage de ces formules qui ont envahi notre quotidien. Ces "outils de mensonges" déstinés à désorienter et à rendre inapte à penser.

Mais Bertrand Méheust a un constat clinique ferme : la cirrhose néolibérale est incurable. "En moins d'un siècle, le marché, couplé à la technologie, en instrumentalisant et en artificialisant les désirs, aura stérilisé tout ce qui donnait aux hommes le goût de vivre depuis des millénaires."

Il n'y a pas d'autre issue planétaire que de sortir de la marchandisation du monde. Un livre à mettre entre toutes les mains.

Joseph Zysiadis

« Voici un homme qui ne demande qu'à être démenti. À condition, bien entendu, d'être au moins d'accord sur deux faits. Un, "la biosphère est une pellicule fragile et fine, une sorte d'exception presque miraculeuse dans un environnement vide et glacé": ceux qui croient qu'on trouvera la semaine prochaine une planète habitable de rechange à portée de fusée peuvent quitter le débat. Deux, "cette fragile biosphère ne pourra longtemps supporter cette croissance continue sans s'effondrer": ceux qui pensent qu'une croissance infinie est possible dans ce monde fini et que le marché couplé à la technoscience sera, par essence, capable de résoudre les problèmes qu'il a engendrés peuvent retourner au PMU, les paris sur l'avenir c'est distrayant. Considérant ces deux faits, le philosophe Bertrand Méheust en déduit dans un livre stimulant qu'il faut changer le système en place: air connu. Mais il ajoute aussitôt que cela lui paraît impossible. […] Bon. Voilà un prophète de malheur de plus. En ces temps d'optimisme forcé genre "la reprise n'est pas pour plus tard que dans pas longtemps. »

Canard enchainé

Jackpot pour Johnny Hallyday !

L'histoire en fera probablement sourire plus d'un. Et d'autres grinceront des dents !

Pour le traditionnel concert du 14 juillet, Nicolas Sarkozy a choisi d'offrir aux Français un spectacle gratuit de Johnny Hallyday. Jusque-là, rien d'anormal. Surtout lorsqu'on sait que les deux hommes entretiennent une amitié de longue date.

Sauf que cette récréation coûtera **1 million d'euros** à l'État français et que la moitié de cette somme est destinée à la rémunération du chanteur. Johnny Hallyday devrait ainsi toucher **500.000 euros. (soit 327.950.000 anciens francs !)** pour 3h de spectacle ! ...

Smicards, chômeurs soyez cons ... allez l'applaudir ... il s'en tape de vos misères !

Un comble qu'il reçoive cet argent français alors qu'il a choisi de s'exiler en Suisse pour payer moins d'impôts! "*Je suis d'accord de payer des impôts, mais il y a une limite*", déclarait-il il y a peu. L'hôpital se foutrait-il de la charité ?

Deux ans après le concert exceptionnel de Michel Polnareff qui avait réuni un million de spectateurs sous la tour Eiffel le soir du 14 juillet, Johnny, d'origine belge et vivant en Suisse, fêtera la Fête nationale française !

Ce concert sera bien plus lucratif pour Johnny que les autres dates de sa tournée d'adieux. En effet, il ne touchera que 200.000 euros par date. La tournée lui permettra toutefois d'empocher 20 millions d'euros. Un beau petit pactole pour son départ à la retraite !

Collectif de défense de l'Escapade d'Hénin Beaumont

L'Escapade d'Hénin Beaumont va **disparaître** !

De nombreux projets ont vu le jour grâce à l'énergie insufflée par l'équipe de l'Escapade d'Hénin Beaumont, association culturelle active depuis une quarantaine d'années. Sans David Verkempinck et son équipe, beaucoup seraient restés sans finalisation !

Aujourd'hui cette énergie est en passe de s'éteindre pour diverses raisons qu'il ne nous est pas tenu de juger. Politiques ou économiques, elles ont assené de violents coups à cette structure qui est à l'agonie. Si nous laissons s'effondrer l'Escapade sans mot dire, d'autres structures s'effondreront à leur tour, victimes de la non-reconnaissance de leur utilité sociale !

C'est pourquoi il est hors de question de regarder mourir cette association sans réagir !

Sans l'Escapade la proposition culturelle d'Hénin Beaumont sera considérablement réduite ! Laisser mourir l'Escapade c'est priver la population héninoise de culture, de jugement, la soumettre aux dangers de l'extrémisme. C'est priver la ville de l'un de ses poumons...Sans l'Escapade les centaines d'enfants qui profitent des ateliers artistiques retourneront s'occuper dans les rues ! Sans l'Escapade l'organisation de plusieurs réseaux culturels du bassin minier sera touchée, appauvrie ou déstabilisée !
Sans l'Escapade des troupes régionales et nationales verront leur possibilité de travailler au plus proche de la population s'évanouir un peu plus !

Si nous laissons l'Escapade disparaître dans le silence nous nous rendons coupables de son naufrage et nous mettons en danger le reste des structures culturelles, ces structures qui ne sont pas que des lieux de divertissement mais bel et bien des moteurs d'actions sociales, de rencontre et de partage, utiles à l'enrichissement intellectuel de tous, vecteurs d'une cohésion sociale déjà meurtrie.
Nous appelons donc toutes les personnes et structures de bonne volonté à s'unir contre une mort silencieuse !
Faites vous connaître, proposez votre aide, de quelque façon que œ soit !
Informez-vous régulièrement de la situation de l'Escapade en vous rendant sur place! Un lieu vide est un lieu mort !
Concernez vos amis, collègues, parents. Chacun peut mobiliser au moins une personne autour de ce problème !

C'est en nombre que vos voix se feront entendre !
Signez la pétition ! Pour les habitants héninois !

Pour la culture et ses acteurs dans toute la région Nord Pas-de-Calais et au niveau national ! Pour l'équipe méritante de l'Escapade !
Signez cette pétition aussi pour vous qui êtes concernés directement ! Merci à tous !

www.mesopinions.com
unispourlesca@gmail.com

REJOIGNEZ NOUS LE DIMANCHE 24 MAI 2009,
à l'Escapade pour une journée festive de soutien !
L'APRES MIDI (15H30 à 18H) EST GRATUIT POUR TOUS !
Tarif Unique pour les concerts de 18 h 30 à 0 h 00 = 5€

Solidarité avec Charles Hoareau !

Charles Hoareau, responsable syndical CGT dans les Bouches du Rhône, a été placé en garde à vue mardi 19 au matin. Convoqué au commissariat de Noailles à Marseille, sur plainte de la direction d'ADOMA, Charles Hoareau a été arrêté pour son action syndicale au côté des salariés de cette entreprise en lutte sans salaire ni allocation depuis novembre dernier. C'est une action collective visant à obtenir l'application des décisions de justice en faveur des salariés d'ADOMA, qui est à l'origine de la convocation de Charles.

Te voilà embastillé, Charles, pour le combat de légitime défense que tu mènes en solidarité de ceux qui sont victimes de violence sociale par un patronat qui empoche profit, cadeaux fiscaux, mais multiplie les licenciements et les délocalisations en saccageant un pays tout entier que les travailleurs ont construit de leur main.

En tout état de cause, alors que les luttes continuent de se développer dans de nombreux secteurs face à la crise et à la politique anti-sociale du gouvernement aux ordres du Medef et de l'UE, celui-ci a bien choisi d'accompagner la répression patronale des travailleurs en lutte, qu'il s'agisse des étudiants bloqueurs matraqués, des ouvriers de nombreux sites industriels confrontés aux vigiles du patronat, aux CRS et aux poursuites judiciaires, des syndicalistes d'EDF et GDF ou aujourd'hui de Charles Hoareau.

Contre ce pouvoir décidé à passer en force et à criminaliser toute résistance déterminée, il est nécessaire d'affirmer haut et fort notre solidarité avec l'ensemble des militants arrêtes et traînés en justice dans tout le pays. Et de construire le « tous ensemble en même temps » créant un rapport de force de haut niveau permettant à la fois de gagner sur les revendications et de rendre impossible l'acharnement policier et judiciaire contre les travailleurs en lutte.

Un rassemblement de protestation s'était formé à l'arrivée de Charles devant le commissariat. Il s'est maintenu toute la journée. A 18 heures 30 on apprenait que Charles Hoareau était en garde à vue et passerait la nuit au commissariat.

Ce matin à 7 heures un rassemblement plus important encore avait lieu devant le commissariat à l'appel de l'Union départementale CGT. Les manifestants, qui ont bloqué le carrefour, dénonçaient les tentatives d'intimidations à l'égard de ceux qui agissent légitimement pour la défense des travailleurs.

"Liberté pour Charles Hoareau", pouvait-on lire sur les tracts, "liberté et justice pour les Caterpilars, pour les Conti, pour les agents EDF et GDF, pour les salariés qui défendent la réparation navale".

On apprenait vers 9 heures que tous les témoins entendus avaient confirmé : Charles n'a commis aucun délit et son intervention n'avait pour but que d'éviter une confrontation entre les salariés d'ADOMA et leurs employeurs. On attend la décision du procureur.

Il y a de l'eau sur Mars !

Adresses utiles

DAL Nord/Pas-de-Calais : www.dalnpdc.org/wp/

DAL Fédération : http://www.droitaulogement.org

DAL Dax : http://www.daldax.org/

SDF Alsace : http://sdfalsace.blogspirit.com